

OÙ VA L'ALLEMAGNE?

Les initiatives de Mikhaïl Gorbatchev en matière de contrôle des armements, et les réactions américaines à celles-ci, ont semblé donner une nouvelle dimension au débat sur la sécurité et l'identité en Allemagne de l'Ouest.

PAR PAUL LÉTOURNEAU

LES INITIATIVES DE MIKHAÏL Gorbatchev en matière de contrôle des armements, et les réactions américaines à celles-ci, ont semblé donner une nouvelle dimension au débat sur la sécurité qui agite l'Allemagne de l'Ouest depuis plusieurs années. L'idée de voir Washington et Moscou négocier par-dessus leurs têtes en matière de sécurité européenne inquiète les Allemands. Ceux-ci ressentent visiblement le besoin de réagir, mais comment? Se réfugieront-ils dans le national-neutralisme qui semble avoir fait beaucoup de gains récemment?

DEPUIS SA CRÉATION EN 1949, LA RFA a opté pour l'ancrage à l'Ouest. Située au point de rencontre entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest, dénucléarisée, elle ne peut se défendre toute seule et a absolument besoin d'alliés pour préserver sa liberté. Elle compte beaucoup sur l'OTAN à cet égard. Bonn s'est montré jusqu'ici très attachée à l'unité stratégique et à la solidarité entre alliés; elle a parfois opté pour un resserrement particulier des liens avec Paris afin de limiter quelque peu l'emprise américaine. Mais elle est bien consciente que la protection nucléaire française ne peut être un substitut au parapluie nucléaire américain.

Depuis 1969, les gouvernements qui se succèdent à Bonn se sont efforcés généralement d'éviter les tensions en Europe centrale, de contribuer à la détente Est-Ouest, de développer les liens entre les deux Allemagnes et de favoriser la politique du contrôle des armements. De plus, à l'intérieur de l'OTAN, dont ils sont membres depuis 1955, ils ont insisté sur le renforcement de la dissuasion, sur la nécessité de partager le risque nucléaire avec leurs partenaires occidentaux en ne déployant pas uniquement les armes nucléaires sur leur territoire.

Ces dernières années, un fort mouvement de remise en question

s'est manifesté dans la population. Les Allemands sont beaucoup plus sensibles que les autres Européens ou que les nord-américains au danger qu'impliquerait une guerre nucléaire.

On retrouve sur leur territoire un déploiement militaire permanent sans précédent dans une démocratie en temps de paix. Régulièrement, les quelques 60 millions d'Allemands de l'Ouest peuvent croiser des unités allemandes, américaines, françaises, britanniques, hollandaises, belges, canadiennes et même danoises à l'occasion. À cette présence imposante s'ajoutent environ 4 600 têtes nucléaires, toutes sous contrôle étranger, dont approximativement 60 pourcent sont montées sur des vecteurs dont la portée est de moins de 30 km. Les Allemands de l'Ouest sont conscients qu'il s'agit de la plus grande concentration de forces militaires au monde et qu'ils sont la cible potentielle pour l'imposant dispositif soviétique d'armes nucléaires et conventionnelles disposées juste de l'autre côté de l'Elbe et de la frontière tchécoslovaque.

Il faut ajouter à cela que la doctrine officielle de la « riposte graduée » de l'OTAN soulève des inquiétudes car elle menace l'agresseur éventuel d'un recours à l'arme atomique, au besoin très tôt dans la bataille. Les Allemands sont fort conscients qu'en cas de conflit, l'Occident menace implicitement de détruire l'Allemagne pour se défendre contre les divisions soviétiques. Cette situation inconfortable engendre une peur du nucléaire qui alimente les forts mouvements pacifistes de la République fédérale, ainsi que les partis qui savent capitaliser sur ce sentiment.

LE PARTI DES VERTS A ÉTÉ RÉÉLU POUR la seconde fois aux élections fédérales du 25 janvier 1987: ils ont récolté 8,3 pourcent des suffrages, alors qu'en 1983 ils n'avaient obtenu que 5,6 pourcent. Ce parti, qui réunit des pacifistes et des écologistes de tous

les horizons politiques, réclame le départ de l'Allemagne de l'OTAN, l'abandon de la doctrine de la dissuasion, la renonciation à l'arme nucléaire et le départ des troupes américaines. Les verts rejettent l'ancrage à l'Ouest et la croissance économique si chère à l'Occident industrialisé; ils préféreraient que l'Allemagne adopte une position neutre entre l'Est et l'Ouest tout en explorant au maximum les possibilités de rapprochement des deux états allemands. C'est dans ce parti que les thèmes national-neutralistes sont les plus ouvertement défendus. L'électeur type des verts est jeune, vivant dans une zone urbaine, instruit, désireux de protester contre la société ou voulant marquer son irritation devant les hésitations du parti social-démocrate (SPD).

Depuis que le SPD est retourné dans l'opposition à l'automne 1982, il s'est éloigné assez rapidement des positions défendues par le dernier chancelier social-démocrate, Helmut Schmidt. Au congrès de Nuremberg, en août 1986, le SPD a présenté sa politique de sécurité: retrait des Pershing II et des missiles de croisière de l'Allemagne, annulation des accords sur l'IDS avec les États-Unis, diminution des dépenses de défense et restructuration à long terme de la *Bundeswehr* pour accentuer son caractère strictement défensif. De plus, le SPD a initié une politique extérieure qualifiée de « parallèle » par leurs opposants politiques en initiant une démarche unique pour un parti démocrate occidental: ils ont conclu à plusieurs reprises des accords quasi contractuels avec des partis communistes d'Europe de l'Est, c'est-à-dire de facto avec les gouvernements de ces pays, proposant des zones dénucléarisées ou dépourvues d'armes chimiques sur le territoire des deux Allemagnes et même au-delà. Le SPD voulait ainsi dévoiler ses intentions en s'engageant à l'avance à prendre des mesures concrètes pour « éloigner » le danger nucléaire. Mais ceci ne l'engage pas

obligatoirement s'il venait à prendre le pouvoir car cela serait matière à discussion avec les partenaires d'une éventuelle coalition gouvernementale.

S'il est vrai qu'au début de l'été 1987 le chef du parti, Willy Brandt, s'est retiré et qu'il a été remplacé par un modéré, Hans-Jochen Vogel, il est aussi juste de rappeler que le ministre président de la Sarre, Oskar Lafontaine, a été élu à la même occasion avec une forte majorité dans le triumvirat dirigeant du parti. Ce dernier parle ouvertement du retrait graduel de la RFA de l'OTAN et de la nécessité pour l'Allemagne d'adopter un rôle de « pont » entre l'Est et l'Ouest. Ces idées sont aussi celles d'Egon Bahr, d'Erhard Eppler et de plusieurs autres membres influents du SPD. L'aile gauche du parti, qui est fort proche des idées nationales-neutralistes, impose de manière croissante ses vues dans le SPD.

Lorsque le gouvernement de coalition libérale-conservatrice (FDP et CDU-CSU) a pris le pouvoir à l'automne 1982, la politique extérieure et de sécurité s'est inscrite dans la continuité avec « l'ère Schmidt ». A ceci se sont ajoutées deux priorités bien identifiées: faire entériner par le *Bundestag* le déploiement des euromissiles si l'URSS n'acceptait pas l'option zéro et rétablir de bonnes relations avec Washington. La première mesure, lorsqu'elle fût acceptée par la nouvelle majorité gouvernementale, mit fin à un débat sans précédent en Allemagne fédérale. La seconde en revanche était beaucoup plus délicate. Le gouvernement désirait se montrer plus conciliant envers l'administration Reagan, quoiqu'il redoutât l'impact qu'aurait l'Initiative de défense stratégique (IDS) sur les relations Est-Ouest. Il lui était très difficile de critiquer ouvertement l'IDS. À Bonn on redoutait que par cette mesure plusieurs composantes de l'équilibre stratégique soient remises en question: plus particulièrement la parité